Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 37 (2021)

Artikel: Commemorer la Commune et les communard·e·s
Autor: Heimberg, Charles
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-953416

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

COMMÉMORER LA COMMUNE ET LES COMMUNARD·E·S

Le 150e anniversaire de la Commune de Paris représente assurément une occasion de visibilité et de rappel de ce que furent ces 72 journées d'insurrection populaire. Mais comme il s'agit de mémoire, tout ce qui en sort relève forcément d'abord de préoccupations émanant du présent, ce qu'il ne faut jamais oublier lorsqu'on observe ou qu'on étudie une commémoration ; et ce qui ne doit pas empêcher pour autant de faire de l'histoire.

En général, un tel anniversaire est assez naturellement caractérisé par un foisonnement éditorial qui, souvent, le précède de peu. Et cette année, la Commune de Paris ne fait pas exception. Coordonné par Michel Cordillot, un ouvrage marquera sans doute ces 150 ans parce qu'il est emblématique de l'insurrection parisienne à l'échelle de la diversité de ses protagonistes en tant que « Dictionnaire Maitron » de la Commune[1]. Proposant à la fois des contenus thématiques et plusieurs centaines de notices biographiques, il fait désormais référence.

Pourquoi commémorer la Commune de Paris ? La question est banale en ce sens qu'elle se pose pour tous les anniversaires. Mais elle est hautement intéressante pour les 72 jours du soulèvement parisien, leur issue terrible et leurs traces persistantes.

Quelles sont en effet les questions que nous pose la Commune ? Et pourquoi sont-elles, malgré son issue tragique et son échec rapide, d'une telle actualité ?

Il y a d'abord d'innombrables questions autour de son récit, de sa nature et de de ses interprétations. Chloé Leprince en a proposé une synthèse fort instructive sur le site de France Culture[2] autour des thématiques suivantes : dans quelle mesure s'est-il vraiment agi de l'explosion violente, sans ordre et sans morale décrite par ses adversaires ? A-t-elle été en tous points une révolte prolétarienne et radicale ? Quelle a été l'ampleur du massacre de la Semaine sanglante et combien a-t-elle eu de martyr·e·s et de victimes[3] ? Quels ont été en son sein les

---

[1] *La Commune de Paris. 1871. Les acteurs, l'événement, les lieux*, coordonné par Michel Cordillot, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2021.

[2] Chloé Leprince, *La Commune de Paris en cinq idées reçues*, cinq billets publiés du 23 février au 8 mars 2021, www.franceculture.fr/dossiers/la-commune-de-paris-en-5-idees-recues-et-5-livres-recents-pour-les-revisiter (consulté le 14 mars 2021, comme les références ci-après).

[3] Voir Michèle Audin, *La Semaine sanglante. Mai 1871. Légendes et comptes*, Montreuil, Libertalia, 2021.

rôles et la citoyenneté effective des citoyennes[4] ? Et enfin, cette Commune n'a-t-elle vraiment été que parisienne[5] ? À quoi pourrait s'ajouter la question de savoir si elle a d'abord été républicaine et patriote, ou si elle s'est développée au contraire dans une perspective internationaliste et d'émancipation[6] ; ainsi, bien entendu, que celle de la distinction de la Commune et de ses mythes.

Les réponses à ces questions sont forcément nuancées et teintées de complexité, mais à condition de ne pas dénaturer la Commune en lui déniant toute dimension politique ou en négligeant ses caractères originaux ; à condition de bien vouloir se plonger sérieusement dans le présent incertain de ce passé qui se présente d'abord à nous, dans nos représentations, par ce qu'il en est advenu[7].

La synthèse de Chloé Leprince se fonde sur une bibliographie restreinte et pertinemment ciblée qui comprend bien sûr l'ouvrage coordonné par Michel Cordillot. Il avait été précédé par un autre travail collectif très riche, dirigé par Marc César et Laure Godineau[8]. Ces mises à jour historiographiques tiennent compte comme il se doit de l'histoire de la Commune écrite par ses témoins, et en premier lieu Prosper-Olivier Lissagaray, ainsi que par deux auteurs majeurs, Jacques Rougerie[9] et Robert Tombs[10], tous deux présents dans l'ouvrage de César et Godineau.

---

[4] Chloé Leprince préface et commente aussi, à ce propos, une réédition de l'ouvrage ancien (1963) d'Édith Thomas, *Les « pétroleuses »*, Paris, Folio-Histoire, 2021, un titre dans lequel les guillemets sont importants.

[5] Voir à ce propos, et pour une réflexion sur les mises en perspective de la Commune dans le temps et l'espace, l'essai de Quentin Deluermoz, *Commune(s) 1870-1971. Une traversée des mondes au XIXe siècle*, Paris, Seuil, 2020.

[6] Dans un débat sur la chaîne Public Sénat du 5 mars 2021, Michel Winock défendait le premier point de vue et Ludivine Bantigny le second, www.publicsenat.fr/emission/livres-vous/la-commune-de-paris-l-histoire-et-le-mythe-186915

[7] Pascale Goetschel et Christophe Granger. « "L'événement, c'est ce qui advient à ce qui est advenu…". Entretien avec Pierre Laborie », *Sociétés & Représentations*, vol. 32, nº 2, 2011, pp. 167-181.

[8] *La Commune de 1871. Une relecture*, sous la direction de Marc César et Laure Godineau, Paris, Créaphis, 2019.

[9] Jacques Rougerie, *La Commune et les communards*, Paris, Folio-Histoire, 2018, ouvrage qui rassemble une mise à jour de deux textes classiques de l'auteur, *Paris insurgé* (1995) et *Procès des communards* (1964), dans l'ordre de la réédition.

[10] Robert Tombs, *Paris, bivouac des révolutions : la Commune de 1871*, 2014 (édition originale 1999). Voir aussi son interview du 15 mars 2021 dans *Libération* : « Il n'y a jamais eu de système aussi démocratique que la Commune », www.liberation.fr

Les interprétations de la Commune : interstice entre ancien et nouveau monde, laboratoire des possibles

Commune du désordre, Commune de la révolution prolétarienne : les deux premières questions traitées par Chloé Leprince se posent entre histoire et mémoire, entre le déroulement réel de ces deux mois et les représentations qu'ils ont suscitées après coup dans les mémoires. Cette confrontation des légendes noire et rouge de la Commune n'est de loin pas apaisée, et peut-être ne pourra-t-elle jamais l'être. Les confrontations politiques sur le principe même de la commémoration des 150 ans de la Commune en ont bien montré la persistance. S'il est important que la violence de la répression versaillaise soit bien reconnue, soulignée et commémorée au nom de ses victimes populaires, dans une dynamique de déploration et de refus de toutes les violences d'État contre les subalternes, il n'est pas moins souhaitable qu'une telle commémoration se fonde sur une connaissance de ce qu'a été la Commune de Paris en termes d'organisations et de réalisations.

Dans *La Commune n'est pas morte*[11], l'historien Éric Fournier écrivait déjà en 2011 qu'il était

> « impossible d'enrôler à nouveau des communards morts sous les balles versaillaises il y a plus de cent quarante ans, impossible aussi d'en faire d'anachroniques pourfendeurs du néolibéralisme. » [...] Il suffit, peut-être, de saisir ce simple fait : ces hommes et ces femmes se sont dressés contre ce qui leur était inacceptable ; se sont organisés eux-mêmes, souverainement, au sens le plus fort du terme. Ils ont mené leur lutte, à nous de mener les nôtres.

Il nous appelait ainsi à nous plonger d'abord dans *l'histoire* de la Commune, et réitérait cet appel dans sa conclusion à la seconde édition de 2013, pour rappeler que « c'est bien la distance critique qui reste le meilleur moyen d'intervenir dans les débats publics sur les usages du passé ». C'est avec cette distance qu'il évoquait des initiatives émanant de la gauche de gouvernement pour panthéoniser Louise Michel ou réhabiliter la Commune et les communard·e·s, selon une visée consensuelle qui ne s'est pas réalisée depuis lors. S'interrogeant sur l'image d'une République « toujours déjà consensuelle », il soulignait

[11] Éric Fournier, *La Commune n'est pas morte. Les usages politiques du passé de 1871 à nos jours*, Montreuil, Libertalia, 2013 (1re édition 2011), en particulier pp. 173-180.

le risque d'une instrumentalisation de la « référence de radicalité » qu'incarne la Commune. Et il concluait :

> Voilà en quoi l'histoire des mémoires de la Commune est aujourd'hui vivante dans le champ politique : elle permet de répliquer, de pointer les incohérences d'un discours, de débusquer des postures faciles et de réintroduire de la tension politique face à cette improbable Commune « normale » que nous propose désormais la gauche libérale.

S'il faut faire l'histoire de la Commune, c'est d'abord pour la restituer dans son temps et dans son incertitude. Son temps est celui d'un interstice entre ancien et nouveau monde, entre industrie traditionnelle dans les ateliers parisiens et perspectives nouvelles issues de l'industrialisation, entre une continuité avec les révolutions de 1789, 1830 et 1848, et la perspective nouvelle que représentent des valeurs comme le communalisme, la séparation de l'Église et de l'État ou l'internationalisme. Mais c'est aussi un débat qui peut être dépassé en renouvelant nos regards sur la Commune :

> Aurore, crépuscule : faut-il renoncer à ce couple désormais fatigué ? Il invite à interroger encore les transformations complexes des mouvements républicains, socialistes et ouvriers des années 1860-1880, en France et au moins en Europe. La Commune, elle, semble désormais ouverte à d'autres explorations temporelles, qui devraient permettre d'en saisir l'irréductibilité, ainsi que sa capacité persistante à traverser les époques, jusqu'à aujourd'hui.[12]

L'étude de l'histoire de la Commune de Paris, à la hauteur de celles et ceux qui l'ont faite, ouvre à des réalités méconnues, loin des simplifications dominantes et méprisantes de la légende noire. Pour ne prendre qu'un exemple, et malgré un temps court qui n'a pas permis d'aller très loin en matière de réalisations, l'œuvre scolaire de la Commune est à examiner. On sait qu'elle a fait valoir de manière pionnière sa dimension laïque et gratuite. Mais les travaux de Jean-François Dupeyron[13] ont montré qu'il s'est agi aussi, plus généralement, de concevoir une école de l'émancipation par et pour le peuple et que cette tentative s'inscrit dans une série d'autres réalisations d'écoles du peuple

---

[12] Quentin Deluermoz, « La Commune : aurore ou crépuscule ? », in *La Commune de Paris…*, *op. cit.*, pp. 1002-1004.

[13] Jean-François Dupeyron, *À l'école de la Commune de Paris. L'histoire d'une autre école*, Dijon, Éditions Raison et Passions, 2020.

que l'œuvre scolaire républicaine ultérieure de Jules Ferry a eu tendance à effacer[14].

L'une des caractéristiques significatives de la Commune réside aussi dans le rôle que les femmes y ont joué, non pas dans l'exercice du pouvoir politique, mais dans la vie quotidienne et les discussions sur « des sujets très concrets » :

> le besoin de crèches, la question de l'union libre et du divorce, l'égalité sociale au sein du mariage, ou encore, de manière plus prégnante, la question des droits des ouvrières, avec la revendication « à travail égal, salaire égal » et celle de l'éducation laïque des filles.[15]

Ces perspectives sont évidemment pionnières et montrent en quoi les valeurs qui ont émergé de l'expérience de la Commune de Paris gardent du sens pour des temps postérieurs.

Le plus important, pour bien comprendre la Commune, c'est peut-être de pouvoir la reconstituer autant que possible dans son présent, dans ce présent qui est pour nous un passé, dont nous connaissons la suite, mais que nous devrions laisser de côté. Certes, ces 72 journées ont été une courte période, un moment bref qui s'est terminé dans une tragédie que certains protagonistes devaient probablement pressentir. Mais il importe alors, pour le travail d'histoire, de prendre vraiment au sérieux tout ce qui a été débattu, réalisé et comment, pendant cette courte période, considérant qu'il s'agit là d'un véritable laboratoire des possibles. Pour ce faire, les sources sont abondantes et ont encore beaucoup à nous apprendre[16], encore faut-il distinguer parmi elles de qui elles émanent.

Distinguer la mémoire biographique de la mémoire culturelle

Si, comme nous l'avons vu en reprenant la formule de Pierre Laborie, l'événement est ce qui advient à ce qui est advenu, la mémoire de la Commune constitue alors une belle illustration de la distinction entre mémoire communicationnelle, ou biographique, et mémoire culturelle, que l'égyptologue allemand Jan Assmann a

---

[14] Carole Christen et Caroline Fayolle (dir.), « Écoles du peuple, écoles des pauvres ? », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, n° 55, 2017, en particulier p. 17.

[15] Florence Braka, « Le rôle des femmes dans la Commune », in *La Commune de Paris…, op. cit.*, pp. 955-959.

[16] Comme le signale à juste titre Jacques Rougerie dans sa « Mise au point historiographique », in *La Commune de 1871…, op. cit.*, pp. 493-506.

proposée[17]. La première d'entre elles concerne la mémoire des faits pour lesquels vivent encore des témoins, ou leurs descendants directs, alors que la mémoire culturelle porte sur des événements et des temps plus anciens.

Dans le dernier quart du XIXe siècle et jusqu'à l'entre-deux-guerres, la mémoire de la Commune de Paris était vive et présente au sein du mouvement ouvrier, y compris en Suisse romande et à Genève où se trouvaient encore d'ancien·ne·s proscrit·e·s. Chaque 18 Mars, avant même le temps des célébrations du 1er Mai, des réunions internationales commémoraient la Commune, mais aussi la révolution allemande de 1848, avec des assemblées tenues séparément par les socialistes et les anarchistes. Des traces en ont été régulièrement publiées dans la presse ouvrière.

Par exemple, dans le journal socialiste *Le Peuple de Genève* du 15 mars 1902, une déclaration non signée commençait ainsi :

> 18 mars 1848 – 18 mars 1871, deux dates mémorables que l'on ne peut plus séparer l'une de l'autre dans le mouvement prolétarien du siècle dernier.
> Alors qu'il y a soixante ans bientôt, l'Europe était mise à feu et à sang par toutes les réactions européennes coalisées, il y a trente et un ans que les vaillants ouvriers parisiens [...] levaient l'étendard de la révolte.

Organisée par la Fédération des syndicats ouvriers, une commémoration de la Commune de Paris était annoncée pour sa part dans la grande salle de la Maison du Peuple par *Le Réveil socialiste-anarchiste* du 18 mars 1911 :

> Travailleurs, camarades,
> Quarante ans se sont écoulés depuis le jour où le peuple de Paris s'insurgeant contre toutes les forces d'asservissement coalisées esquissait une première tentative de révolution sociale, c'est-à-dire faite non plus au profit d'une caste, d'une classe ou d'un parti, mais de la foule toute entière.
> Aujourd'hui [...] il importe de rappeler la Commune avec ses expériences et ses promesses, ses gloires et ses erreurs, ses héroïsmes et son horrible dénouement, afin que le sang versé par nos précurseurs ne l'ait pas été en vain et que la foule ouvrière se prépare à remplir le grand rôle révolutionnaire auquel elle est appelée.

---

[17] Jan Assmann, *La mémoire culturelle. Écriture, souvenir et imaginaire politique dans les civilisations antiques*, Paris, Aubier, 2010.

Ces assemblées étaient parfois décrites dans la presse bourgeoise, comme dans le *Journal de Genève* du 20 mars 1908 qui rendait compte des propos de Louis Bertoni au cours d'une commémoration de la Commune par la Fédération des syndicats ouvriers tenue dans la salle Handwerk :

> Le leader anarchiste a retracé les principaux épisodes de la période révolutionnaire de mars 1871 et en tire les conséquences au point de vue du prolétariat. En cas de guerre, s'écrie l'orateur, devons-nous nous faire massacrer pour la bourgeoisie, la ploutocratie ou répondre par l'insurrection ? Pour terminer, M. Bertoni fait appel au syndicalisme, en attendant que le mouvement révolutionnaire émancipe les travailleurs.

Si les discours commémoratifs favorisaient les déclarations les plus enflammées, ils servaient surtout à transmettre des messages pour le présent. Et ils montraient que la Commune peut susciter des discours, et des usages, bien différents.

En 1900, le 24 mars, un texte commémoratif de Jean Sigg dans *Le Peuple de Genève* affirmait « la fatalité de la révolution » (souligné dans le texte) comme « résultante des antagonismes contenus dans toute forme historique de l'économie [...]. » Il formulait en ces termes les causes de la Commune :

> Les souffrances et les déceptions du siège, souffrances qui atteignirent surtout les travailleurs, accrues par la vue d'un luxe se produisant partout, s'affichant avec insolence en face des misères non comprises.

Il évoquait ensuite un bilan terrible, que l'on sait aujourd'hui exagéré même s'il est en effet très lourd[18] :

> CENT SEPT MILLE VICTIMES !
> Tel est le bilan de la bourgeoisie pour une révolution de deux mois.

En France, dans *L'Humanité* du 18 mars 1907, Jean Jaurès soulignait, dans un éditorial intitulé « Hier et demain », que « le prolétariat [disposait] maintenant de deux forces qu'il n'avait point alors, le suffrage universel et la grève générale ». Ce n'était pas le cas du suffrage

[18] La question reste discutée après une récente réévaluation à la baisse, qui demeure contestée, de l'historien Robert Tombs. L'ordre de grandeur actuellement plausible du nombre de victimes oscille entre 7500 et quelque 20 000, mais laisse ouverts des problèmes d'interprétations. Voir Quentin Deluermoz, « Les morts de la Semaine sanglante », in *La Commune de Paris...*, *op. cit.*, pp. 999-1001.

universel en 1871 et une grande partie des révolutionnaires, comme Blanqui, lui étaient hostiles. Mais Jaurès en faisait désormais l'un des deux piliers de la lutte sociale.

Pour sa part, et d'un tout autre point de vue, Jean Wintsch, dans *Le Réveil socialiste-anarchiste* du 17 mars 1906, déplorait la modération de la Commune :

> Pas un pillage, pas une seule caisse forcée, pas un domicile violé. Rien, malheureusement, pourrions-nous dire, ne fut touché des magnifiques réserves d'habits, de meubles et d'aliments qu'avaient laissés les riches propriétaires bourgeois fuyant devant la révolution [...]. Mais on ne refait pas l'histoire. Tout ce qu'on peut en conclure c'est qu'à l'avenir le peuple doit se montrer plus décidé à reprendre ce qui lui appartient, ce qu'il a produit, et dès que l'occasion s'en présentera. Sa victoire définitive est à ce prix.

Ce sont donc des projets politiques bien différents qui se profilent dans ces textes commémoratifs qui usaient du passé communard en fonction des perspectives et des horizons d'attente que leurs auteurs voulaient mettre en avant.

Cette mémoire vive, communicationnelle, de la Commune s'est estompée au-delà de la période de vie de ses protagonistes. Elle a connu une sorte de chant du cygne avec la célébration du centenaire de 1971, qui tombait juste après Mai 68, puis elle s'est assez largement effacée même si elle ne s'est jamais éteinte, reste portée par des associations et des militant·e·s et conserve tout un potentiel de réanimation en fonction des luttes contemporaines.

Que reste-t-il de la Commune ?

Le regretté Marc Vuilleumier, qui a été le spécialiste reconnu de l'histoire des proscrit·e·s de la Commune en Suisse romande et à Genève [19], s'était exprimé en 2003 [20] sur cet effacement de la Commune de Paris dans les consciences, dans les mémoires et dans l'enseignement :

> Oui, aujourd'hui le souvenir de la Commune s'est estompé, comme beaucoup d'autres d'ailleurs, aussi bien en ce qui concerne le mouve-

[19] Voir par exemple Marc Vuilleumier, « Les exilés communards en Suisse », in *Histoire et combats. Mouvement ouvrier et socialisme en Suisse 1864-1960*, Lausanne ; Genève, Éditions d'en bas ; Collège du travail, 2012, pp. 237-262.

[20] Marc Vuilleumier (entretien avec), « La Commune de Paris et l'exil communard en Suisse », *Le cartable de Clio*, n° 3, 2003, pp. 13-19.

> ment ouvrier que l'histoire générale du pays. Il y a évidemment une espèce de déficit général de la mémoire historique, ce qui explique certainement la disparition de cette commémoration du 18 Mars.

Il avait insisté sur l'importance de la mémoire de la Commune et de ses diverses manifestations donnant lieu à « une espèce de lutte entre les fractions socialistes pour tâcher de s'emparer de cet héritage ».

S'il faut donc pluraliser la notion d'héritages de la Commune, ceux-ci, plus ou moins visibles au fil du temps, se renouvellent constamment et peuvent se revivifier à tout moment, pourvu qu'on en entretienne la mémoire d'en bas et qu'on en fasse progresser l'histoire.

Pour Michel Cordillot, à qui sera laissé le mot de la fin :

> En tout état de cause, la Commune constitua un moment-charnière à la fois dans le mouvement de républicanisation de la France sur la longue durée et dans la prise de conscience que l'accession au pouvoir des représentants des classes populaires n'étaient plus du domaine de l'impensable, ouvrant ainsi la voie aux luttes sociales et politiques à venir. Aussi ce bref moment constitua-t-il une vraie séquence en rupture avec l'ancien monde, durant laquelle l'avènement d'un monde nouveau répondant enfin à des espérances populaires plusieurs fois déçues redevint brièvement d'actualité.[21]

CHARLES HEIMBERG

[21] Michel Cordillot, « Présentation », in *La Commune de Paris…*, *op. cit.*, p. 11.